



Organisation des Nations Unies

Transcription de la conférence de presse ONE UN en RDC, le 12 juin 2019 à Kinshasa

La conférence de presse des Nations Unies était animée à partir de Kinshasa par Florence Marchal, porte-parole de la MONUSCO ; Mathias Gillmann, coordonnateur du Groupe de communication des Nations Unies ; et à partir de Goma, le Lieutenant-colonel Claude Raoul Djehoungo, porte-parole militaire de la MONUSCO.

Porte-parole de la MONUSCO [Florence Marchal] : Bonjour à tous, bienvenue dans cette nouvelle conférence de presse des Nations Unies en République démocratique du Congo.

Pour m'accompagner aujourd'hui ici à Kinshasa, Mathias Gillmann qui représente les agences, fonds et programmes des Nations Unies et, à Goma, nous retrouverons le Commandant adjoint de la Force de la MONUSCO, le Général Commins ainsi que le nouveau porte-parole militaire de la Mission, le Lieutenant-colonel Claude Raoul Djehoungo.

A quelques jours de la célébration de la Journée mondiale des réfugiés, j'ai également le plaisir d'accueillir, Fafa Olivier Attidzah, qui est le Représentant régional par intérim du HCR en RDC.

L'examen stratégique indépendant demandé par le Conseil de sécurité dans la dernière résolution relative à la République démocratique du Congo et à la MONUSCO est en train de se mettre en place. Il sera dirigé par Youssef Mahmoud qui apporte sa longue expérience au sein des Nations Unies ainsi qu'une très bonne connaissance de l'Afrique.

Avant de prendre sa retraite en 2011, il a notamment été Représentant spécial du Secrétaire général en Centrafrique et au Tchad et Représentant exécutif du Secrétaire général au Burundi.

Youssef Mahmoud et son équipe seront présents en République démocratique du Congo dans les prochains jours pour des rencontres avec les autorités du pays et les représentants des organismes des Nations Unies, des États Membres et des organisations régionales ainsi que de la société civile. Il est aussi prévu qu'ils visitent des pays de la région.

Ils rédigeront ensuite un rapport qui devra être transmis au Conseil de sécurité d'ici au 20 octobre. Ce rapport, selon les orientations données par le Conseil dans la résolution 2463, comprendra une évaluation de la situation actuelle, des recommandations et des options pour adapter la future configuration des composantes civile, policière et militaire de la MONUSCO.

Contacts :

MONUSCO : Florence Marchal, Porte-parole : marchalf@un.org - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Lieutenant-colonel Claude Raoul Djehoungo, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org - tél. +243 81 890 48 04 ; mobile : +243 81 89 77 06

Equipe de Pays des Nations Unies : Mathias Gillmann, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : gillmann@un.org; tél +243 81 890 71 28



Organisation des Nations Unies

Et c'est donc suite à la publication de l'examen stratégique que le Conseil de sécurité ajustera de nouveau le mandat de la MONUSCO, lequel sera adopté à la fin du mois de décembre.

Nous retrouverons maintenant le porte-parole militaire de la MONUSCO, qui depuis Goma, va revenir sur les faits marquants de l'actualité sécuritaire de ces derniers jours. Colonel, bienvenue dans cette conférence de presse, c'est à vous.

Porte-parole militaire de la MONUSCO [Lieutenant-colonel Claude Raoul Djehoungo] : Merci Madame. Je suis le Lieutenant-colonel Djehoungo Claude Raoul, je suis de la République du Bénin. Je suis nouvellement déployé dans la Mission. J'ai pris fonction le lundi 3 juin. Et ce sera un grand plaisir de travailler avec vous désormais, comme le nouveau chef de l'information militaire et le porte-parole militaire de la Force de la MONUSCO.

Pour revenir à la situation au niveau de la Force, je voudrais préciser que durant les dernières semaines, les activités majeures de la Force de la MONUSCO ont été marquées par la poursuite des opérations dans les différentes provinces où les troupes onusiennes sont déployées afin de garantir la protection des civils à partir des détachements de réaction rapide ou de contrôle de certaines zones dans lesquelles les groupes armés restent actifs. Aussi, la Force de la MONUSCO a célébré la Journée internationale des casques bleus le 31 mai 2019. A cette occasion, le Général de Corps d'armée Elias, commandant de la Force de la MONUSCO, a prononcé un discours pour rendre hommage à plus d'un million d'hommes et de femmes qui ont servi en tant que soldats de la paix des Nations Unies depuis la première mission en 1948.

Sur le plan opérationnel, les principales informations sur la situation sécuritaire de ces dernières semaines dans les différentes provinces se présentent comme suit :

Dans la province de l'Ituri, la dégradation de la situation sécuritaire du fait de la reprise de la violence de la part des miliciens notamment dans le territoire de Djugu est très préoccupante. Cette violence s'exerce contre les communautés Lendu et Hema ainsi que contre les forces de sécurité de la République démocratique du Congo. Face à cela, notre action vise en liaison étroite avec nos partenaires militaires des FARDC et les bureaux civils de la MONUSCO, à identifier les causes de cette recrudescence de la violence et à déployer des dispositifs visant à ramener la stabilité.

Dans le territoire de Beni, l'environnement sécuritaire reste marqué par une persistance de la violence. La MONUSCO travaille en étroite collaboration avec les forces de sécurité de la RDC pour protéger les civils face à cette violence perpétrée par les groupes ADF et Mai-Mai. A titre d'exemple, à la suite de ces accrochages, différents détachements de réaction rapide ont été engagés en renfort des FARDC, le 8 mai 2019 dans la ville de Butembo et de la PNC, le 12 mai 2019, à Cantine (54 km au sud-ouest de Beni). En plus de l'appui feu, des patrouilles ont été actionnées sur les sites des incidents, permettant ainsi de mettre fin à l'attaque et de repousser rapidement les assaillants et créer un environnement sécurisé dans la région. De plus et afin de renforcer la situation sécuritaire dans la

Contacts :

MONUSCO : Florence Marchal, Porte-parole : marchalf@un.org - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Lieutenant-colonel Claude Raoul Djehoungo, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org - tél. +243 81 890 48 04 ; mobile : +243 81 89 77 06

Equipe de Pays des Nations Unies : Mathias Gillmann, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : gillmann@un.org; tél +243 81 890 71 28



Organisation des Nations Unies

région, la brigade d'intervention a déployé deux bases opérationnelles temporaires respectivement à Mavove et à Kisiki (2 km au sud de Mayi Moya)

En outre, la Force de la MONUSCO a contribué à faciliter l'action des agences humanitaires en charge de la lutte contre Ebola par la sécurisation des déplacements et le stationnement des équipes de l'OMS et de leurs partenaires, de jour comme de nuit dans la région de Beni, de Boikene et de Butembo.

Dans le reste de la province du Nord-Kivu, la grande région du Masisi reste très fragile, raison pour laquelle les troupes de la MONUSCO ont conduit plusieurs déploiements, des patrouilles de domination de terrain et aussi des activités d'engagement communautaire, visant à assurer une présence dissuasive et davantage de sécurité. On peut citer par exemple que deux bases opérationnelles temporaires ont été déployées par le bataillon indien de déploiement rapide depuis le 1 juin 2019, à Nyabiondo (64 km au nord-ouest de la compagnie opérationnelle de Sake) et depuis le 5 juin 2019 à Bihambwe (36 km au nord-ouest de la compagnie opérationnelle de Sake).

Dans la province du Sud-Kivu, la Force de la MONUSCO effectue depuis le 3 juin 2019 des opérations de présence dissuasive dans les différentes localités affectées par la violence afin d'assurer la protection des civils et renforcer la confiance des habitants en la MONUSCO. Ainsi, la Force a déployé deux bases opérationnelles temporaires à Mikenge (25 km nord au sud de la base opérationnelle de Minembwe) et à Mushenge (28 km au sud-ouest de Kalemie) afin de maintenir un environnement de confiance et assister les différents bureaux de la MONUSCO dans leur action de médiation et de stabilisation.

Dans la région des Kasai, les troupes de la MONUSCO conservent une présence dans la localité de Kamako à l'ouest de Tshikapa. En outre, une base opérationnelle temporaire a été déployée depuis le 15 mai 2019 à Lusambo (155 km nord-ouest de Kananga). L'objectif de ce déploiement est de mener de façon simultanée des activités de sensibilisation et de rapprochement communautaires afin d'apaiser la tension et ramener le calme.

Au titre de la coopération civilo-militaire, la Force de la MONUSCO, à travers ses différents contingents, continue de dispenser des cours d'anglais, d'informatique et de renforcement des capacités des civils en menuiserie, en mécanique automobile et en électronique. Parallèlement, des équipes médicales sont déployées pour fournir des soins à titre gracieux et porter assistance aux populations civiles. De l'eau potable et des lampes solaires sont également distribuées aux habitants dans différentes localités.

Enfin, malgré la poursuite des attaques perpétrées par les groupes armés, la mission de protection par projection obtient des résultats encourageants. Ainsi, durant ce mois de juin 2019, un total de **91** éléments appartenant à divers groupes armés parmi lesquels, **75** enfants soldats se sont rendus à la MONUSCO et aux FARDC. Ils sont actuellement pris en charge par la section **Désarmement, Démobilisation, Rapatriement, Réintégration et Réinsertion (DDRRR)** de la Mission en vue de leur réinsertion.

Contacts :

MONUSCO : Florence Marchal, Porte-parole : marchalf@un.org - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Lieutenant-colonel Claude Raoul Djehoungo, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org - tél. +243 81 890 48 04 ; mobile : +243 81 89 77 06

Equipe de Pays des Nations Unies : Mathias Gillmann, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : gillmann@un.org; tél +243 81 890 71 28



Organisation des Nations Unies

En guise de conclusion, nous appelons une fois encore les combattants irréguliers à déposer les armes et à rejoindre le processus de Désarmement, Démobilisation et Réinsertion (DDR) des combattants pour eux, leurs enfants et les populations de ce pays.

Porte-parole de la MONUSCO [Florence Marchal] : Retour à Kinshasa avec les actualités des agences, fonds et programmes des Nations Unies présentées par Mathias Gillmann.

Coordonnateur du Groupe de communication des Nations Unies [Mathias Gillmann] : **Bonjour à tous. On commence avec la confirmation hier du premier cas d’Ebola en Ouganda. Le ministère de la Santé ougandais et l’Organisation mondiale de la santé indiquent qu’il s’agit d’un enfant de 5 ans venu de la République démocratique du Congo qui est actuellement pris en charge à Bweru, qui est donc très proche de la frontière.**

L’OMS et le Ministère ont déployé une équipe de riposte rapide pour identifier les personnes à risque et garantir le suivi et la surveillance des contacts autour de ce cas. L’OMS souligne que l’Ouganda avait vacciné 4 700 personnels de santé dans 165 centres, y compris celui qui a pris charge l’enfant malade, et que des unités de traitement sont en place.

Comme vous le savez, l’Ouganda a déjà connu des flambées d’Ebola et a su les gérer et y mettre fin. Aucun autre cas n’a été confirmé nulle part ailleurs dans le pays mais les partenaires appellent à la vigilance.

Dans le Nord-Kivu et en Ituri, je vous rappelle que l’épidémie en cours a fait 1 396 victimes, sur un total de 2 071 cas confirmés ou probables, selon les chiffres les plus récents.

Avant de donner la parole à mon collègue du HCR, je voudrais vous signaler qu’aujourd’hui, nous célébrons la Journée mondiale contre le travail des enfants.

Malgré l’adoption de la Convention des droits de l’enfant en 1989, le problème du travail des enfants persiste encore aujourd’hui à différents niveaux, et partout à travers le monde. 19,6 % des enfants africains sont touchés, c’est le continent le plus concerné.

Cette année, la Journée mondiale contre le travail des enfants passera en revue les progrès accomplis en 100 ans de soutien de l’Organisation internationale du travail aux pays pour combattre le travail des enfants.

Demain, nous célébrerons la Journée internationale de sensibilisation à l’albinisme.

Les personnes atteintes d’albinisme sont victimes de nombreuses formes de discrimination dans le monde. L’albinisme continue d’être profondément mal compris, aussi bien sur le plan social que médical. L’apparence physique des personnes souffrant d’albinisme est souvent

Contacts :

MONUSCO : Florence Marchal, Porte-parole : marchalf@un.org - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Lieutenant-colonel Claude Raoul Djehoungo, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 48 04 ; mobile : +243 81 89 77 06

Equipe de Pays des Nations Unies : Mathias Gillmann, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : gillmann@un.org; tél +243 81 890 71 28



Organisation des Nations Unies

l'objet de croyances et de mythes erronés et dans certaines communautés, ces croyances mettent en danger constant leur vie et leur sécurité.

Le thème de la Journée cette année est « Toujours la tête haute ». Il s'agit d'un appel à reconnaître, célébrer et exprimer sa solidarité avec les personnes atteintes d'albinisme dans le monde entier et à soutenir leur cause - de leurs réalisations à la promotion et à la protection de leurs droits fondamentaux.

Le weekend dernier, le Bureau conjoint des Nations Unies aux droits de l'homme a organisé une activité avec la Fédération des Albinos du Congo (FALCO) réunissant 130 personnes, dont une trentaine de femmes des chefs coutumiers et d'autres responsables, autour de performances musicales d'artistes albinos.

Et enfin, ce dimanche 16 juin, la Journée de l'Enfant Africain (JEA) est célébrée sur le thème cette année de « L'action humanitaire en Afrique : les droits de l'enfant avant tout ».

Cette année, l'Union Africaine a mis un accent particulier sur les crises humanitaires qui ont un impact considérable sur les enfants. A travers ce thème, les différents Etats africains reconnaissent fondamentalement que l'enfant africain subit les conséquences les plus graves des conflits armés, des tensions, des conflits et d'autres catastrophes et crises humanitaires et qu'il ne jouit malheureusement pas d'une protection suffisante.

Selon l'UNICEF, environ un enfant sur quatre vit dans des pays frappés par des crises humanitaires.

Plusieurs activités seront organisées à travers tout le pays, ce dimanche donc, en plus de la production et la diffusion d'émissions télévisées et radiophoniques et de l'organisation d'activités de plaidoyer des enfants auprès des autorités.

Porte-parole de la MONUSCO [Florence Marchal] : Merci Mathias. Nous poursuivons avec des informations sur la célébration des journées officielles des Nations Unies. La Journée mondiale des réfugiés sera célébrée la semaine prochaine et à cette occasion, je reçois aujourd'hui le Représentant régional par intérim du HCR en RDC. Monsieur Fafa Olivier Attidzah, la parole est à vous.

Représentant régional par intérim du HCR en RDC [Fafa Olivier Attidzah] : Bonjour à tous. Comme chaque année, nous célébrons le 20 juin prochain la Journée mondiale des réfugiés. Cette journée est relayée à travers le monde pour rendre hommage à la force et la résilience des millions de familles qui ont dû fuir des conflits armés ou la persécution afin de trouver la sécurité dans des pays voisins.

En République démocratique du Congo (RDC), la thématique des réfugiés a une importance primordiale. Le pays accueille plus d'un demi-million de réfugiés sur son territoire – 535 805 pour être précis. La plupart d'entre eux sont originaires du Burundi, de la République Centrafricaine, du Rwanda

Contacts :

MONUSCO : Florence Marchal, Porte-parole : marchalf@un.org - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Lieutenant-colonel Claude Raoul Djehoungo, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 48 04 ; mobile : +243 81 89 77 06

Equipe de Pays des Nations Unies : Mathias Gillmann, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : gillmann@un.org; tél +243 81 890 71 28



Organisation des Nations Unies

et du Soudan du Sud. Ces derniers mois, nous avons été témoins de nouvelles arrivées de réfugiés, en particulier en provenance du Soudan du Sud. Nous sommes à chaque fois impressionnés par l'hospitalité de la population congolaise qui accueille des réfugiés chez elle.

De plus, comme vous le savez, de nombreux Congolais ont également fui leur pays. Nous estimons à 850 000 le nombre de réfugiés congolais vivant dans des pays d'accueil dans la région. Nous constatons par exemple des mouvements continus depuis la Province du Nord-Kivu vers l'Ouganda.

Malgré les multiples défis auxquels nous faisons face, nous restons optimistes sur la situation des réfugiés. Je voudrais vous mentionner les situations suivantes :

Tout d'abord, des réfugiés de la RDC vivant en République du Congo ont exprimé le souhait de revenir librement dans leur pays. Les travaux de la Commission tripartite entre la RDC, la République du Congo et le HCR ont d'ailleurs commencé la semaine dernière afin d'assurer un cadre harmonieux pour le retour volontaire, digne et sécurisé des réfugiés congolais. Nous encourageons les autorités à faire de leur mieux pour améliorer les conditions dans leurs zones d'origine en RDC, afin qu'elles soient propices à un retour sûr et durable.

Deuxièmement en Angola, de nombreux réfugiés congolais ont fait part de leur intérêt de rentrer en RDC.

Troisièmement, certains réfugiés présents en RDC ont des perspectives de rapatriement volontaire dans leur pays. Notamment des réfugiés centrafricains originaires de zones redevenues stables, et qui voudraient rentrer chez eux. Nous sommes actuellement en contact avec les autorités de la RDC pour discuter des différentes modalités.

Enfin, le HCR continue d'organiser le rapatriement volontaire des réfugiés rwandais. Ces cinq dernières années, plus de 32 600 civils ont été rapatriés vers le Rwanda.

En 2019, l'Union africaine a choisi pour thème annuel « L'Année des réfugiés, des rapatriés et des personnes déplacées dans leur propre pays : vers des solutions durables au déplacement forcé en Afrique ». Dans ce contexte, le Chef d'Etat Félix Tshisekedi a exprimé sa volonté d'avancer vers des solutions en plein respect des normes internationales. Nous comptons donc sur le partenariat du HCR avec la RDC. En effet, les autorités portent la première responsabilité pour la protection des réfugiés, mais aussi pour la création de conditions favorables qui permettraient aux réfugiés originaires de la RDC d'effectuer un retour durable chez eux. Je vous remercie.

Porte-parole de la MONUSCO [Florence Marchal] : Il est 11h32 à Kinshasa, une heure de plus à Goma et nous allons maintenant aborder la session des questions et réponses. Comme à l'accoutumée, vos deux premières questions devront être posées à notre invité de ce jour et donc concerner le mandat du HCR.

Contacts :

MONUSCO : Florence Marchal, Porte-parole : marchalf@un.org - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Lieutenant-colonel Claude Raoul Djehoungo, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org - tél. +243 81 890 48 04 ; mobile : +243 81 89 77 06

Equipe de Pays des Nations Unies : Mathias Gillmann, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : gillmann@un.org; tél +243 81 890 71 28



Organisation des Nations Unies

Question 1

Lambert Lambe/ L'Emergence Plus : OÙ en sommes-nous Monsieur le Représentant du processus de rapatriement des réfugiés congolais qui se trouvent aujourd'hui au Congo-Brazzaville ? Mais également depuis le phénomène Kamuina Nsamu, vous le savez, aujourd'hui il y a encore des Congolais qui sont en Angola, où en sommes-nous avec ce processus de rapatriement volontaire des Congolais dans leur pays d'origine ?

Représentant régional par intérim du HCR en RDC [Fafa Olivier Attidzah] : Pour ce qui concerne les réfugiés qui sont au Congo-Brazzaville, nous venons d'avoir des discussions tripartites avec le Gouvernement congolais de Brazzaville et celui de la RDC, la semaine passée.

Nous avons défini le cadre de ce rapatriement-là. Donc très bientôt, il y aura un groupe technique de travail qui va travailler sur les dates et un chronogramme clair pour commencer ce rapatriement-là.

Pour ce qui concerne nos frères qui sont en Angola, là également, c'est un programme qui est en cours, malheureusement, il y a eu un certain nombre d'expulsions qui se sont produites du côté de l'Angola vers la RDC. On essaie d'assister ces gens qui rentrent. Et parmi eux, il y a probablement certains réfugiés qui ont été expulsés et qui pourraient décider de rester ici dans le cadre d'un rapatriement.

Mais pour les autres, les travaux continuent du côté de l'Angola pour récolter les intentions de retour des Congolais.

Question 2

Victoire Mulihavio/ Blessing FM & Oasis Congo (Goma) : Ma question s'adresse à Mathias Gillmann. J'aimerais d'abord avoir la précision sur sa fonction avant de poser la question qui est de savoir, vous avez parlé d'un cas de maladie à virus Ebola qui vient d'être déclaré en Ouganda, j'aimerais avoir les circonstances, mais aussi, est-ce qu'à ce stade, on peut déclarer cette-fois l'épidémie d'Ebola une urgence internationale ?

Porte-parole de la MONUSCO [Florence Marchal] : Alors Mathias va vous répondre même si la question normalement devait concerner le HCR. Mais nous allons faire preuve de flexibilité.

Coordonnateur du Groupe de communication des Nations Unies [Mathias Gillmann] : Alors les éléments que nous avons, Monsieur, pour l'instant, c'est qu'il s'agissait donc d'un enfant de cinq ans qui a traversé depuis la République démocratique du Congo avec sa famille le 9 juin 2019. L'enfant et sa famille sont entrés dans le pays à travers le poste frontière de Buera et ont immédiatement cherché à recevoir des soins à l'hôpital de Kagondo. Et l'enfant a depuis été transféré dans une unité de traitement Ebola à Buera qui était prête.

Comme vous le savez, l'OMS a fait un travail de préparation aux frontières. Il y a des pays qui ont été soutenus en priorité. En priorité un, ont été soutenus le Rwanda, l'Ouganda, le Soudan du Sud et le Burundi et en priorité deux, l'Angola, le Congo-Brazzaville, la République Centrafricaine, la Tanzanie

Contacts :

MONUSCO : Florence Marchal, Porte-parole : marchalf@un.org - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Lieutenant-colonel Claude Raoul Djehoungo, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org - tél. +243 81 890 48 04 ; mobile : +243 81 89 77 06

Equipe de Pays des Nations Unies : Mathias Gillmann, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : gillmann@un.org; tél +243 81 890 71 28



Organisation des Nations Unies

et la Zambie. Donc, il y a tout un travail de préparation qui a été fait pour l'éventualité qu'un cas traverse les frontières de la République démocratique du Congo.

En ce qui concerne la déclaration en situation d'urgence de santé publique de portée internationale, c'est un comité d'urgence de l'OMS qui prend cette décision. On nous informe, à l'Organisation mondiale de la santé, que les membres de ce comité sont en standby. Il s'agit maintenant pour le Directeur général de l'OMS, le Dr Tedros, de décider si une réunion d'urgence doit être organisée. Mais à ce stade, ce n'est pas le cas.

Question 3

Papy Okito/ Echos d'opinions (Goma) : Ma question, je l'adresse au Général Commins. Vous n'êtes pas sans ignorer l'insécurité créée par les groupes armés au Nord-Kivu qui sont vraiment très actifs ces derniers temps. Cela fait un bon moment que vous n'avez plus communiqué sur les activités de terrain. Est-ce qu'il y a des stratégies que vous avez prises pour mettre fin [à cette insécurité], surtout à ces groupes armés, d'autant plus que la MONUSCO est en train de plier bagages en RDC ?

Commandant adjoint de la Force de la MONUSCO [Général Bernard Commins] : Merci pour cette question à laquelle je commencerai par répondre à sa deuxième partie pour démentir le fait que la MONUSCO est en train de se retirer de la RDC. Je ne sais pas d'où vient cette information mais à mon niveau, je ne peux pas la confirmer.

Je peux simplement dire que les forces que nous avons ici et celles que vous connaissez, sont présentes et que je n'ai aucun plan de retrait de la RDC dans les jours, les semaines ou les mois qui viennent. C'est le premier point.

Deuxième point, vous savez quand on parle stratégie, on parle long terme. Donc, je comprends votre attente de savoir si nous avons changé une stratégie, ou si nous avons modifié la stratégie.

Celle que nous avons mise en place depuis maintenant des longs mois, en liaison avec nos partenaires militaires congolais et en liaison aussi avec toute de la MONUSCO pour lutter contre les groupes armés conformément au mandat qu'on a reçu, cette stratégie reste ce qu'elle est, on a des inflexions, je dirais, dans les modes d'action, dans les choses que nous faisons, dans notre déploiement sur le terrain mais les grandes lignes de la stratégie restent.

C'est-à-dire que l'action militaire, lorsqu'elle est nécessaire, elle est mise en œuvre. Pour ce faire, cela suppose du renseignement, cela suppose une parfaite coopération et collaboration avec nos partenaires militaires congolais. Et cela suppose aussi le rôle d'appui, non seulement des bureaux experts de la MONUSCO pour tout ce qui est de traiter l'environnement qui, je dirais, soutient ces groupes armés, et auquel il faut faire comprendre que le temps est venu de ne plus le faire, mais également les autorités congolaises qui ont également un rôle éminent à jouer pour créer les conditions qui feront que la

Contacts :

MONUSCO : Florence Marchal, Porte-parole : marchalf@un.org - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Lieutenant-colonel Claude Raoul Djehoungo, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochef@un.org - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org - tél. +243 81 890 48 04 ; mobile : +243 81 89 77 06

Equipe de Pays des Nations Unies : Mathias Gillmann, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : gillmann@un.org; tél +243 81 890 71 28



Organisation des Nations Unies

population ne se tournera vers des groupes armés mais qu'elle reviendra à une vie sociale, économique normale.

Donc, voilà, les groupes armés sont toujours très actifs dans le Nord-Kivu. La Force [de la MONUSCO] y est présente, nous sommes plus de 3 000 dans cette zone, avec nos militaires de différents contingents plus toutes les forces congolaises qui sont déployées dans cette zone.

Donc, nous continuons à travailler avec nos camarades militaires congolais. Nous avons des réunions d'état-major très régulières. Et ma présence ici à Goma préfigure sans doute un déplacement dans la région de Beni dans les jours qui viennent pour rencontrer mes homologues et travailler avec eux sur ce sujet. Voilà, ce que je pouvais vous dire

Porte-parole de la MONUSCO [Florence Marchal] : Merci Général, on revient ici à Kinshasa mais je voudrais quand même revenir aussi sur la première partie de votre réponse concernant l'affirmation de notre confrère journaliste selon laquelle la MONUSCO s'apprêtait à plier bagages, cela va complètement à l'encontre de ce que je vous ai annoncé dans mon propos liminaire qui était de dire que selon la dernière résolution concernant la MONUSCO, une revue stratégique, un examen stratégique des activités de la Mission et de l'équipe de pays [des Nations Unies] va intervenir dans les prochaines semaines.

Il va établir des recommandations qui seront soumises au Conseil de sécurité d'ici au 20 octobre, lequel a déjà prévu, je vous invite à relire la dernière résolution, de voter une nouvelle résolution sur le mandat de la MONUSCO d'ici au 20 décembre de cette année.

Question 4

Fabrice Lukamba/ Libertéplus.net : Je m'adresse au Général Commins. Depuis un certain temps, le Groupe Etat islamique revendique des attaques à l'est du pays, est-ce que vous confirmez la présence de cette force terroriste en RDC ? Et puis, comment vous comptez réagir par rapport à cette situation qui paraît comme une première dans notre pays ?

Commandant adjoint de la Force de la MONUSCO [Général Bernard Commins] : Merci pour cette question, j'ai comme tous ceux qui suivent les réseaux sociaux et les médias effectivement eu connaissance des revendications qui porteraient, je dirais, la signature de l'Etat islamique.

J'ai eu l'occasion de m'exprimer sur ce sujet devant mes camarades militaires de l'Etat-major des Forces armées de la République démocratique du Congo.

Et ce que je peux dire à ce stade, ce qui est évident, c'est qu'il y a une influence islamique, qu'il est évident qu'il y a une sensibilité islamique qui existe au sein des ADF. Un certain nombre de documents qui ont été pris sur des opérations précédentes, un certain nombre de tenues que portent certains de ses combattants et combattantes, puisqu'il y a des femmes qui font également partie de ce groupe.

Contacts :

MONUSCO : Florence Marchal, Porte-parole : marchalf@un.org - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Lieutenant-colonel Claude Raoul Djehoungo, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org - tél. +243 81 890 48 04 ; mobile : +243 81 89 77 06

Equipe de Pays des Nations Unies : Mathias Gillmann, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : gillmann@un.org; tél +243 81 890 71 28



Organisation des Nations Unies

Il y a des cris qui sont lancés, des choses qui sont dites lorsqu'ils montent à l'assaut et qu'ils attaquent des positions, et nous en avons eu hélas la preuve à Semuliki, il y a maintenant plus d'un an. Oui, il y a une sensibilité islamique qui existe dans ce groupe et l'enseignement du Coran, et d'un certain nombre de préceptes de l'Islam est diffusé au sein de ce groupe. C'est une réalité.

La deuxième réalité, c'est qu'il agit en faisant régner la terreur. Il faut faire attention à ne pas mélanger « j'agis en faisant régner la terreur, en étant terroriste ». Ce sont des choses qui méritent peut-être d'autres explications mais on n'y reviendra pas aujourd'hui, ce n'est pas l'objet.

Mais ils font régner la terreur par la manière dont ils attaquent, par la brutalité de leurs attaques qui créent un état de sidération dans les populations qui en sont victimes et chez les survivants. Ça c'est la première partie.

La deuxième partie, c'est que quand on analyse les messages qui ont été diffusés, je dois donner un ou deux petits exemples qui, de mon point de vue, indiquent que nous ne sommes pas nécessairement sur une revendication de l'Etat islamique.

D'abord, ce groupe, je n'ai pas eu connaissance de sa déclaration formelle d'une affiliation totale et complète à l'Etat islamique et à Daesh. Il y a des choses qui ont été dites mais qui n'ont pas pu être confirmées.

Deuxième chose, les proclamations qui sont faites, j'ai été pendant deux, trois ans au Commandement central américain à Tampa, en Floride, US Central Command. Et pendant deux ans, mon quotidien a été avec les amis américains et de la coalition, de suivre et de traiter les problèmes de l'Etat islamique en Irak et en Syrie. Donc, je sais de quoi je parle.

Quand on regarde les déclarations qui sont faites, et bien, je n'ai vu peut-être qu'une seule d'entre elles qui commence par une proclamation au nom de Allah, le Tout puissant et le miséricordieux. Un musulman, quand il fait une proclamation, d'abord il bénit le nom de Allah, ce qui n'a pas été le cas dans les déclarations que nous avons lues et que nous avons reçues.

Deuxième chose, suite à l'attaque qu'il y a eu lieu il y a une quinzaine de jours maintenant dans la région de Ngeti, ce groupe s'est empressé de revendiquer cette attaque en disant que nous avons tué 23 croisés, nous avons tué un nombre très important, etc. Sauf que c'était totalement faux puisque nos camarades militaires congolais ont apporté la preuve que les tués étaient dans les rangs des ADF.

Imaginez-vous un groupe comme l'Etat islamique, qui puisse prendre le risque de faire une telle publication alors qu'on sait pertinemment que dans la demi seconde qui suit, tous les réseaux sociaux seront capables de prouver le contraire. Je pense qu'il prendrait là un risque de crédibilité qu'il n'est pas prêt à assumer.

Contacts :

MONUSCO : Florence Marchal, Porte-parole : marchalf@un.org - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Lieutenant-colonel Claude Raoul Djehoungo, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org - tél. +243 81 890 48 04 ; mobile : +243 81 89 77 06

Equipe de Pays des Nations Unies : Mathias Gillmann, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : gillmann@un.org; tél +243 81 890 71 28



Organisation des Nations Unies

Donc, pour l'ensemble de ces raisons, il y a certes une sensibilité islamique mais il n'y a pas encore, de mon point de vue, et d'ailleurs les Nations Unies n'ont toujours pas reconnu ce caractère, une claire identification que c'est un groupe affilié à l'Etat islamique et à Daesh.

Question 5

Jean-Pierre Nkutu/ Le Phare : L'actualité reste dominée par les propos énoncés par le député Naweji, qui s'est vraiment illustré par les dérives et on sait que ce dossier évolue. Il s'est insurgé contre les ordonnances prises par le Président Félix Tshisekedi. Alors, on aimerait avoir la position de la MONUSCO sur ce dossier qui vraiment indispose les Congolais.

Porte-parole de la MONUSCO [Florence Marchal] : Effectivement, la situation politique, comme vous l'avez dit est plutôt tendue actuellement et nous suivons avec préoccupation ses développements. Nous appelons d'une manière générale au calme et à la retenue. Vous savez, beaucoup a été accompli pour arriver à la situation d'alternance démocratique du pouvoir que nous connaissons aujourd'hui. Et il serait important de ne pas gaspiller cet acquis.

Il faut poursuivre la marche en avant vers l'ancrage de la démocratie. Et c'est la raison pour laquelle, la Mission reste en contact avec toutes les parties prenantes, avec tous les acteurs politiques et reste disponible pour proposer ses bons offices afin d'accompagner la consolidation des institutions congolaises. Voilà ce qu'on pouvait dire au sujet de la situation politique qui prévaut actuellement.

Mais je crois qu'il est vraiment important de dire que la Représentante spéciale du Secrétaire général encourage toutes les parties à avancer et à préserver les acquis qui ont été si chèrement gagnés ces derniers mois, et qu'il est important de ne pas gaspiller toute cette avancée, tout ce qui a fait qu'aujourd'hui on est là ici tous ensemble.

Et la MONUSCO reste donc disposée et disponible pour pouvoir jouer ses bons offices avec les uns et les autres, pour pouvoir faciliter cette marche en avant vers le renforcement de la démocratie du pays et vers son développement.

Question 6

Bernardine Diambu/ Radio Okapi (Goma) : Ma question s'adresse au Général Commins. Le NDC/ Rénové contrôle presque une [bonne] partie du territoire de Masisi, notamment la chefferie de Bashali Monkoto. Alors, nous voulons juste savoir ce qui fait qu'aucune action militaire n'est signalée ou soit engagée contre ce groupe armé, que ce soit [par] les FARDC, voire même la MONUSCO ?

Commandant adjoint de la Force de la MONUSCO [Général Bernard Commins] : S'agissant de l'action de la MONUSCO, nous connaissons effectivement la situation qui prévaut dans cette région, qui est une situation de grande violence et qui est effectivement d'une haute préoccupation pour nous. Et malheureusement, il n'y a pas que le groupe de NDC Rénové qui fait parler de lui, il y a aussi de nombreux autres groupes qui sont agissants et violents dans cette région. Toutes les forces

Contacts :

MONUSCO : Florence Marchal, Porte-parole : marchalf@un.org - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Lieutenant-colonel Claude Raoul Djehoungo, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org - tél. +243 81 890 48 04 ; mobile : +243 81 89 77 06

Equipe de Pays des Nations Unies : Mathias Gillmann, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : gillmann@un.org; tél +243 81 890 71 28



Organisation des Nations Unies

que nous avons du secteur centre en particulier sont engagées sur le front de la violence dans le Nord-Kivu, dans cette zone, dans le Masisi où nous avons déployé des troupes et des forces pour établir, des postes de déploiement temporaires.

Et donc, avec les capacités que nous avons aujourd'hui, qui pour certaines d'entre elles font face également au virus Ebola où je vous rappelle qu'il est en limite de ce territoire et que nous devons tout faire pour aider à stabiliser la zone où se propage ce virus pour permettre aux acteurs de santé de remplir leur mission. Donc dans cette zone, nous sommes dans une situation où les forces que nous avons, sont déployées au maximum de nos capacités pour pouvoir couvrir toutes les zones de violence que nous observons y compris celle où est le NDC/ Rénové. Nous avons deux détachements temporaires qui sont établis dans la zone où ils sont agissants. Voilà pour ce qui nous concerne nous, MONUSCO.

Pour ce qui concerne les FARDC, je sais qu'ils sont également présents, ils sont nombreux dans cette zone. Je n'ai pas connaissance aujourd'hui des travaux particuliers, ça c'est le rôle de notre commandant de secteur en liaison avec eux, je dois le rencontrer cet après-midi, le commandant de secteur centre puisqu'il a eu des réunions avec le commandant des opérations congolais hier ou avant-hier. Donc ce que je peux vous dire, c'est que nous sommes présents, avec les forces que nous avons, nous déployons le maximum de nos capacités, avec ce que nous avons et que nous sommes en étroite liaison avec les militaires congolais pour pouvoir juguler cette violence et ramener tout le monde à la raison.

Question 7

Guy Wolome/ RTNC 2 : Florence ou Mathias, Chikungunia, Ebola, choléra et la rougeole qui refait surface. Toutes ces épidémies frappent durement la RDC. En moins de deux années le pays devient-il le terrain fertile d'expérimentation des virus ou repaire épidémiologique hasardeux dans le monde. Quel est le message derrière tout cela ?

Coordonnateur du Groupe de communication des Nations Unies [Mathias Gillmann] : Je pense qu'Ebola a connu, vous le savez, plusieurs flambées dans l'histoire de la RDC et à chaque fois jusqu'à maintenant, ça a réussi à être endigué. Là nous sommes à Beni, Butembo dans une situation sécuritaire, une situation de manque de confiance entre la population et les autorités qui est vraiment inédite et [fait] face à des défis en termes opérationnels, en termes de mobilité aussi des partenaires de santé qui est énorme. Comme vous le savez, le Secrétaire général de l'ONU vient de nommer un Coordonnateur spécial de l'urgence sur Ebola et on espère vraiment que son travail va pouvoir faciliter, soutenir le travail des partenaires de santé pour mettre un terme à cette nouvelle flambée d'Ebola.

Mais Ebola comme la rougeole, comme le choléra et comme de nombreuses autres maladies se nourrit également de la vulnérabilité des systèmes de santé en RDC. Si vous prenez l'exemple de la rougeole, la seule manière de vaincre la rougeole, c'est la vaccination. Et on sait qu'il y a plusieurs facteurs qui expliquent pourquoi la rougeole se développe de manière aussi violente au Congo. C'est parce que la couverture vaccinale est extrêmement faible, c'est parce qu'il y a une mobilité des personnes qui rallongent la chaîne de contamination de la maladie vers des zones qui n'étaient jusque-là pas affectées,

Contacts :

MONUSCO : Florence Marchal, Porte-parole : marchalf@un.org - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Lieutenant-colonel Claude Raoul Djehoungo, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org - tél. +243 81 890 48 04 ; mobile : +243 81 89 77 06

Equipe de Pays des Nations Unies : Mathias Gillmann, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : gillmann@un.org; tél +243 81 890 71 28



Organisation des Nations Unies

c'est parce que nous avons des localités qui sont inaccessibles tout simplement à cause de l'état des routes dans le pays et c'est parce que aussi la malnutrition chez les enfants de moins de 5 ans reste importante.

Et donc, les systèmes immunitaires des enfants ne sont pas à même de faire face aux agressions de certaine virus. Et enfin vous avez aussi l'insécurité, comme vous le savez, il y a beaucoup de déplacements internes, il y a beaucoup de déplacements des populations y compris à travers les frontières mais aussi à l'intérieur du pays qui font que de nombreuses personnes échappent aux différentes campagnes de vaccination.

Quand on prend le choléra que vous avez également mentionné, le fait que cette maladie persiste au Congo et c'est le cas partout dans le monde où cette maladie persiste est lié à la faiblesse des systèmes d'assainissement et de l'accès à l'eau potable.

Donc, je dirais le fait que le pays soit un terreau fertile pour des virus qui dans certains pays ont réussi à être éradiqué, s'explique aussi par la vulnérabilité des infrastructures et la faiblesse de la couverture vaccinale. C'est pourquoi l'OMS, l'UNICEF, l'ensemble du système des Nations Unies travaillent main dans la main avec le ministère de la Santé du Congo pour améliorer les structures de santé, pour mieux former les personnels de santé et également conduire des opérations de vaccination massive. Je prendrai juste comme exemple à la mi-avril, une grande campagne de vaccination contre la rougeole avait eu lieu dans 59 zones de santé, 2 millions d'enfants avaient été vaccinés. Ce sont des efforts qu'il va falloir continuer à poursuivre et que les Nations Unies évidemment sont disposées à poursuivre auprès des autorités congolaises.

Porte-parole de la MONUSCO [Florence Marchal] : Alors, on parle des Nation Unies, on va profiter d'avoir ici présent le Représentant régional par intérim du HCR. Justement en quoi cette situation sanitaire difficile, en quoi elle affecte votre travail, vous du HCR ici en RDC ?

Représentant régional par intérim du HCR en RDC [Fafa Olivier Attidzah] : Nos interventions s'inscrivent dans le cadre d'une coordination avec toutes les autres agences. Donc effectivement cela affecte la mise en œuvre de certaines de nos activités mais puisque nous travaillons ensemble avec tous les autres partenaires, sur le plan médical déjà, on essaie d'apporter des réponses dans ce sens-là.

Et je vais en profiter pour ajouter, concernant la Journée mondiale des réfugiés dont j'avais parlé incessamment, le 20 juin il y aura une cérémonie, le pic de la conférence se fera à Goma où notre Représentante régionale sera présente et le 15 juin, dans quelques jours, nous allons organiser une marche de santé à Kinshasa, le départ c'est le rond-point de l'hôtel Pullman. Cela c'est juste pour témoigner de notre solidarité avec les réfugiés qui marchent des milliers et des centaines de kilomètres pour partir en asile. Et les 19 et 20 juin, il y aura un marché artisanal des réfugiés et une exposition photographique à la gare centrale, ici à Kinshasa et donc vous êtes invités.

Contacts :

MONUSCO : Florence Marchal, Porte-parole : marchalf@un.org - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Lieutenant-colonel Claude Raoul Djehoungo, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org - tél. +243 81 890 48 04 ; mobile : +243 81 89 77 06

Equipe de Pays des Nations Unies : Mathias Gillmann, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : gillmann@un.org; tél +243 81 890 71 28



Organisation des Nations Unies

D'autre part, puisqu'un journaliste avait posé une question sur le retour de l'Angola, je voudrais préciser qu'effectivement, il y a eu des expulsions, vous êtes au courant de cela et que depuis le 17 avril dernier, le HCR a fait le profilage d'environ 32 188 Congolais qui seraient refoulés et nous continuons nos activités pour les assister dans les zones de retour.

Question 8

Venant Vudisa/ RTNC : Je m'adresse au Général Commins, s'il est vraiment inquiet de la nouvelle escalade de violences perpétrées par les groupes armés surtout dans la région de l'Ituri et surtout de la conférence sur la paix qui est envisagée pour cette province. Si la MONUSCO est favorable à l'organisation d'une telle conférence pour mettre un point final à cette escalade de violences.

Commandant adjoint de la Force de la MONUSCO [Général Bernard Commins] : Merci, je vais faire bref. La MONUSCO est associée depuis maintenant plusieurs mois sur un projet de résolution de la crise en Ituri en particulier tout ce qui tourne autour du FRPI et nous avons travaillé d'arrache-pied avec les autorités de la RDC, le Gouvernement, pour arriver à trouver ensemble des voies et moyens de stabiliser cette situation. Les choses sont un petit peu aujourd'hui en attente puisqu'il y a des autorités qui ont changé ou qui pourraient changer.

Donc, nous suivons ce dossier avec une extrême attention. Maintenant, il n'y a pas que cela, il y a aussi la violence dont la communauté Hema et Lendu sont victimes, toutes les deux, aujourd'hui, et je peux vous dire que nous avons même été l'objet de tirs contre nos hélicoptères et contre une patrouille pas plus tard qu'hier.

Donc, nous regardons cela avec les militaires congolais que nous avons avec nous, à côté de nous, ensemble pour pouvoir identifier les causes de cette violence. La Force seule ne règlera pas le problème. La résolution d'une telle violence passe par les communautés et l'engagement des autorités de tout faire pour permettre aux localités, aux populations de trouver une vie sociale, économique digne et paisible.

Porte-parole de la MONUSCO [Florence Marchal] : Merci Général, merci à tous pour votre participation à cette conférence de presse, belle journée à toutes et à tous, nous nous retrouvons le 26 juin prochain.

Contacts :

MONUSCO : Florence Marchal, Porte-parole : marchalf@un.org - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Lieutenant-colonel Claude Raoul Djehoungo, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 48 04 ; mobile : +243 81 89 77 06

Equipe de Pays des Nations Unies : Mathias Gillmann, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : gillmann@un.org; tél +243 81 890 71 28